

Brèves

Aviapartner:
le CEO au conseil
d'entreprise

Une décision de justice a imposé la présence du CEO d'Aviapartner au conseil d'entreprise de la filiale belge, annonce mardi le SETCa qui y voit un jugement important pour le monde de l'entreprise. Selon le syndicat socialiste, Aviapartner, qui est détenu par la société britannique 3i et qui est dirigée par un Néerlandais, refusait que le CEO siège dans le conseil d'entreprise. La société, poursuit le SETCa, faisait valoir que le patron s'occupe seulement de la stratégie du groupe et ne doit pas siéger dans les conseils d'entreprise des différentes sociétés à l'étranger. Le tribunal du travail, saisi par le SETCa, en a donc décidé autrement.

AmBev (InBev)
détient 99%
de Quinsa

Le brasseur belgo-brésilien InBev a annoncé hier, par voie de communiqué, l'expiration de l'offre volontaire d'achat d'actions de classe A et de classe B du groupe brassicole latino-américain Quinsa. Après règlement de l'offre qui s'effectuera le 15 février, la participation totale d'AmBev dans Quinsa s'élèvera à 99,56% des droits de vote et constituera un intérêt économique de 99,26%. A fin décembre, AmBev, filiale brésilienne d'InBev, détenait 91% des titres et 97% des droits de vote de Quinsa. A fin janvier, il avait augmenté le prix de son offre, dans le but de récolter le solde des parts.

Sabca Limbourg
clôt sa grève
de deux semaines

Les 70 ouvriers et employés de l'usine Sabca, à Lummen, ont décidé de reprendre le travail mardi tout en refusant d'accorder à la direction une contrepartie en échange d'une augmentation salariale éventuelle. Les travailleurs se trouvaient en grève depuis plus de deux semaines, pour réclamer cette augmentation salariale ainsi qu'une diminution de la charge de travail. Lundi, les grévistes (en minorité) avaient décidé de poursuivre le mouvement tant que la direction ne ferait pas de concession sur une hausse du pouvoir d'achat. Aucune conciliation entre direction et syndicat n'a abouti. Craignant de perdre davantage en corsant leur action, les travailleurs ont décidé la reprise du travail.

Projet d'accord
social dans les
usines Bekaert

Les syndicats et la direction de l'entreprise de production de fils d'acier Bekaert sont parvenus à un accord, dans la nuit de lundi à mardi, sur un projet d'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, indiquent mardi matin les syndicats. Le projet prévoit le versement d'une prime unique de 600 euros par travailleur en 2008. Pour les années suivantes, une prime de bénéfice minimale de 350 euros sera garantie en cas de résultat positif. La formule de calcul de cette prime augmentera à partir de 2009. Direction et syndicats sont parvenus à un accord à ce sujet, affirme-t-on de source syndicale. Ces dernières semaines, les travailleurs de l'entreprise avaient observé plusieurs actions de grève en vue d'obtenir une adaptation du pouvoir d'achat.

Pharma

Sanofi-Aventis va
régionaliser sa production

Face aux nouveaux défis du secteur, le groupe pharma plaide pour un modèle décentralisé.

Alors que le secteur des médicaments n'a peut-être jamais été aussi agressif qu'aujourd'hui, le groupe français Sanofi-Aventis a dépassé ses objectifs en 2007. Un succès qu'il explique grâce aux gains de parts de marché de son médicament vedette Plavix aux Etats-Unis. Le bénéfice net a progressé de 1% en 2007 à 7,110 milliards d'euros. Les résultats 2007 ont profité d'une baisse de 1,4 point des frais commerciaux et généraux, à 26,9% du chiffre d'affaires. Un autre facteur mis en avant par Sanofi-Aventis, «le retour en année pleine, du Plavix sur le marché américain, et ce dès la fin du premier semestre. L'anti-coagulant Plavix, qui avait souffert fin 2006 de l'arrivée sur le marché américain d'un concurrent générique, depuis interdit par une décision de justice, a vu ses ventes bondir de 1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre aux USA, contre 348 millions au dernier trimestre 2006. Le résultat s'en est tout de suite ressenti. Le chiffre d'affaires annuel du deuxième médicament du groupe a augmenté de 9,5% dans le monde, à 2,4 milliards. Le directeur financier tient ainsi à noter les «effets» de la concurrence des médicaments génériques, principalement sur le somnifère Ambien aux USA qui est concurrencé par une version générique depuis avril 2007. Autre poule aux oeufs d'or, la division vaccin dégage une croissance de plus de 14% à 2,7 milliards d'euros. Reste que les ventes globales ont baissé de 1,1% à 28 milliards d'euros. Pour le directeur financier du



Gérard Le Fur, le patron de Sanofi-Aventis a estimé mardi que les laboratoires doivent adapter une organisation «de plus en plus décentralisée».

groupe, Jean-Claude Leroy, ces chiffres soulignent l'impact de l'euro fort face au dollar: «à taux de change comparables, les ventes ont augmenté de 2,8%». Outre la pression sur certains médicaments aux Etats-Unis, Sanofi-Aventis souligne le climat euro-

«Régionaliser sera un très bel outil pour continuer la croissance.»

péen qui fragilise l'industrie pharmaceutique. En France et en Allemagne, le groupe précise souffrir du manque de «visibilité des politiques de santé». Pour faire face à cet environnement «complié», le groupe va mettre un ambitieux programme destiné à «revoir complètement» sa manière de faire de la recherche. Objectif: être certain qu'elle soit adaptée aux nouveaux challenges qui attendent le secteur. Si Sanofi-Aventis écarte toute fermeture de centres de recherche et de développement, les effectifs de chercheurs -17,500 personnes sur 100.000 sa-

liés - vont croître de manière «modérée», voire «stagner» en 2008. Plus stratégique, Sanofi mise aujourd'hui sur une organisation «décentralisée», «régionale», pour être au plus près de ses clients, a expliqué le directeur général du groupe, Gérard Le Fur. «Nous sommes convaincus que pour les big pharma, vu les tailles que nous avons et vu que les marchés sont de plus en plus différents, la régionalisation sera un très bel outil pour continuer la croissance.» Si au final Sanofi-Aventis ne parle pas de restructurations, il évoque

bien des «mesures d'adaptation sélectives». Des mesures qui ces dernières années se sont tout de même traduites par la suppression de 1.798 postes de commerciaux entre 2005 et 2007, 35.629 personnes, et de 15 sites de production entre 2004 et 2007. «Nous ne faisons pas d'effets de manche, nous faisons ce que nous avons à faire.» Le patron veut ainsi quelque peu se démarquer des plans de réduction des coûts engagés ces derniers mois par Pfizer et autres Novartis. ◇ F-X.L. (avec AFP)

CONFERENCE JEAN-PIERRE HANSEN VEUT UN COUPLE «RENOUVELABLE-NUCLÉAIRE»

Electrabel investit
5 milliards en énergies vertes

Jean-Pierre Hansen l'a confirmé: la diminution des quotas de CO2 imposée aux électriciens du pays à la suite de la révision du plan belge 2008-2012 n'aura pas d'impact sur les prix. «Nous avons annoncé qu'il n'y aurait pas d'augmentation en 2008, cette donnée n'influera pas sur notre décision», a déclaré hier l'administrateur délégué d'Electrabel. Pourtant, cette mesure fera monter les coûts de production du secteur de 200 millions d'euros.» Invité des petits déjeuner Robert Half Management/L'ECHO, le numéro deux de Suez et patron de son bras électrique européen en a profité pour lancer quelques banderilles à destination des instances européennes et pour tenter de rétablir des critiques - «les 7 péchés

capitaux d'Electrabel», titre-t-il lui-même - souvent entendues au sujet d'Electrabel. «Non il n'y a pas de rente nucléaire, non Electrabel n'est pas plus cher que les autres électriciens européens et, non, Electrabel n'est pas un acteur dominant puisqu'il ne représente que 8% de la production sur un marché ouvert reprenant le Benelux, la France et l'Allemagne», précise-t-il, graphiques à l'appui.

TROP VITE

A l'Europe, il reproche d'avoir voulu mener trop vite le processus de libéralisation. «Aux Etats-Unis, le processus a été entamé il ya 20 ans. Actuellement, 40% du territoire sont libéralisés. Dans l'Union, tout a dû être fait en dix ans avec comme

but d'obtenir une baisse des prix. Or, on sait que la concurrence ne peut pas tout en la matière.» Une certaine précipitation qui, estime-t-il, fait contraste avec un certain manque de réaction pour assurer la sécurité énergétique. Or, chiffre encore le patron d'Electrabel, sur la «plaque de cuivre de l'Europe du Nord» reprenant les cinq pays cités précédemment, il faudra développer 65.000 MW de capacité (1.000 tranches nucléaires) d'ici 2020.

5 MILLIARDS DANS LE VERT

Et le groupe Suez ne compte pas se débiner. «Entre 2008 et 2012, nous investirons 20 milliards d'euros, dont 3 en Belgique», précise-t-il pour tordre le coup à d'autres canards qui lui reprochent de ne plus investir dans son pays d'origine. Et de cette manne, 25% seront injectés dans des projets d'énergie renouvelables en Europe. «Là où ils seront le plus rentable, insiste-t-il. Il faut arrêter d'enfermer les énergies vertes à l'intérieur de frontières géographiques.» Electrabel vient ainsi de décider d'ériger le plus grand parc éolien belge avec un ensemble composé de 20 moulins pour une capacité totale de 50 MW. Ce n'est pas pour autant que l'électricien est prêt à rendre les armes à propos du nucléaire. A long terme, il rêve d'un couple «renouvelable-nucléaire» estimant qu'ils seront tous les deux indispensables à la sécurité énergétique et à la protection du climat. «Mais surtout laissons du temps au temps», insiste-t-il à l'égard du monde politique tenté de fixer des échéances trop proches. ◇ J.-M. L.



Jean-Pierre Hansen, fier de la réussite d'Electrabel: «le seul électricien venu d'un petit pays à être devenu un grand acteur en Europe».

La flambée des prix de ses matières
premières met Eryplast sous pression

Eryplast n'est pas parvenu à rattraper l'an dernier les retards liés au rachat d'une ligne de production d'occasion et à l'entrée en opération de celle-ci («L'ECHO» des 11 juillet et 10 octobre 2007). Ses produits d'exploitation, pour l'essentiel composés des revenus, n'en ont pas moins progressé de plus de 20%, à 6,96 millions d'euros. Dans le prospectus d'émission qui avait précédé son introduction sur le Marché libre, l'été dernier, ce fabricant liégeois de palettes de manutention en plastique avait toutefois placé la barre à 7,32 millions. Les économies réalisées grâce à l'acquisition de cette machine supplémentaire devraient en revanche s'avérer supérieures aux prévi-

sions, selon l'administrateur délégué, Baudouin Dubuisson. Mais l'explosion des prix des matières premières qui a marqué les derniers mois de 2007 risque de dissimuler ces gains bienvenus. «Le marché des matières premières s'est montré particulièrement chaotique et volatil en fin d'année. La situation a été difficile, tant en termes de disponibilité - report de commandes faute de matières disponibles - et de prix - celui de certaines matières a triplé en quelques semaines, avant de refluer - qu'au niveau de la qualité», révèle-t-il. Le compte de résultats annuel, qui sera publié ultérieurement, en portera inéluctablement les séquelles. «Nous escomptons toujours un

solde bénéficiaire, mais nettement inférieur à celui de 0,62 million qui avait été initialement évoqué», concède Dubuisson, sans pouvoir avancer la moindre explication à un phénomène qu'à mi-exercice, il attendait plutôt inverse. Trop floue jusqu'il y a peu, une tendance pour 2008 semble à présent se dessiner. «Nous avons enfin pu conclure quelques contrats d'approvisionnement. Toutefois, il ne nous sera pas possible d'en répercuter la hausse des tarifs sur nos prix de vente en une seule fois», conclut-il. Cela n'empêche toutefois pas Eryplast de tablurer sur une croissance «à deux chiffres» de ses revenus annuels. La rentabilité resterait elle aussi d'actualité. ◇ Fabian Lacasse

Innogenetics restructure lourdement
sa filiale Genimmune

La société gantoise de biotechnologie Innogenetics va restructurer sa filiale Genimmune, acquise l'an dernier alors qu'elle avait décidé de se concentrer sur les produits de diagnostic. C'est ce qui ressort d'un communiqué de presse diffusé mardi. Innogenetics dit mettre fin à ses investissements dans l'activité thérapeutique de Genimmune pour poursuivre son orientation dans le secteur des diagnostics. «Les activités de l'unité de bio-manufacturing continueront», précise le communiqué. Cette restructuration présage-t-elle d'une éventuelle cession de Genimmune? «Notre objectif est de faire d'Innogenetics une société de diagnostic profitable. Nous n'excluons aucune option dans cette perspective», s'est

borné à répondre le CEO d'Innogenetics, Christiaan De Wilde, lors d'une conférence téléphonique. Au total, 82 personnes sont employées par Genimmune, parmi lesquelles 43 travaillent dans le développement de médicaments et 39 dans l'unité de bio-manufacturing. Innogenetics devait encore informer le conseil d'entreprise de ses intentions. «Les consultations vont débiter cette semaine, afin de lever le climat d'incertitude», a précisé De Wilde. Un conseil d'entreprise extraordinaire aura lieu ce jeudi. «Cette annonce correspond à nos récentes communications. Le management de Genimmune continuera à chercher des alternatives de financement», a déclaré Guy Buyens, le CEO de Genimmune. Pour rappel, tous les programmes

thérapeutiques et de recherche d'Innogenetics avaient été transférés l'an dernier à Genimmune, filiale à 100% du groupe gantois. Elle développait alors de nouveaux vaccins thérapeutiques et monoclonaux contre des maladies chroniques résultant des hépatites B et C, telles qu'un virus susceptible de favoriser le cancer du col de l'utérus.

LICENCIEMENT COLLECTIF

La restructuration de Genimmune équivaut, selon les syndicats, à une intention de licenciement collectif. La décision de la direction pourrait avoir des conséquences sur un certain nombre de divisions «support» d'Innogenetics, a averti un syndicaliste socialiste. Un syndicaliste chrétien a confirmé le licenciement collectif mais espère que des emplois seront sauvés. ◇